

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOURRASSE (S.A.)

Route de Lacomian
40230 Tosse

Références : -
Code AIOT : 0005202006

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2026 dans l'établissement BOURRASSE (S.A.) implanté Route de Lacomian BP 23 40230 Tosse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURRASSE (S.A.)
- Route de Lacomian BP 23 40230 Tosse
- Code AIOT : 0005202006
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOURRASSE est spécialisée dans le secteur du bouchage en liège. Le site implanté sur la commune de Tosse est dédié aux opérations de finition des bouchons, comprenant notamment le marquage et les traitements de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Non-conformité majeure identifiée lors du contrôle périodique de l'activité | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.1 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 20 avril 2026 a été réalisée afin d'identifier les modalités de traitement des non-conformités majeures relevées lors du contrôle périodique du 21 juin 2024, notamment celle relative à l'absence de dispositif de captage des émissions au titre de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002.

Il ressort de l'inspection que l'activité relevant de la rubrique 2940 a fortement diminué depuis la déclaration initiale de 2001, avec une consommation de produits désormais inférieure au seuil de classement (environ 8 kg/j en 2025 et 7,6 kg/j prévus en 2026).

Les constats réalisés sur site mettent également en évidence une évolution de la nature des produits utilisés, majoritairement à base aqueuse, ainsi qu'une absence d'émissions diffuses perceptibles lors de la visite.

Dans ce contexte, bien que la non-conformité majeure demeure formellement caractérisée, les dispositions de l'arrêté du 2 mai 2002 ne sont plus opposables à l'installation compte tenu du niveau d'activité constaté. Dans ce cadre, l'inspection demande la mise en conformité de l'installation, pouvant être satisfaite notamment par la régularisation de la situation administrative via une demande de déclassement de l'activité relevant de la rubrique 2940.

D'autres solutions techniques, telles que la mise en place d'un dispositif de captage des émissions conforme aux prescriptions réglementaires, demeurent également possibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Non-conformité majeure identifiée lors du contrôle périodique de l'activité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air- odeurs |
| Prescription contrôlée : |
| Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de |

dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le point de rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne comporte pas d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois...). La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.

Constats :

Une inspection a été diligentée afin d'identifier les modalités de traitement des non-conformités majeures identifiées dans le cadre du contrôle périodique réalisé par l'organisme agréé le 21 juin 2024, notamment celles relatives au non-respect des dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 concernant le captage et la canalisation des émissions atmosphériques.

Il ressort des échanges avec l'exploitant, ainsi que des constats réalisés lors de la visite, que les conditions d'exploitation ont significativement évolué depuis la dernière déclaration de l'activité du site en 2001. L'activité relevant de la rubrique 2940 a en effet fortement diminué au fil des années, la production de bouchons ayant été réduite de manière notable. Les données présentées indiquent une consommation de produits désormais inférieure au seuil de classement, avec environ 8 kg/j en 2025 et une projection de 7,6 kg/j en 2026.

Dans ce contexte, bien que la non-conformité majeure relative à l'absence de dispositif de captage des émissions demeure formellement caractérisée au regard des prescriptions de l'arrêté du 2 mai 2002, il apparaît que ces dispositions ne sont désormais plus opposables à l'installation, dès lors que le niveau d'activité constaté est inférieur au seuil de classement de la rubrique 2940.

Ainsi, la non-conformité identifiée ne peut plus être appréciée au regard d'un régime réglementaire dont l'installation ne relève plus en pratique. Les émissions associées à l'activité, au regard des faibles quantités mises en œuvre et de la nature des produits utilisés, apparaissent par ailleurs limitées et sans impact notable. Il convient également de relever que la majorité des produits utilisés est désormais à base aqueuse ou acétique, la part de produits solvantés ne représentant plus qu'une fraction marginale de l'activité. Lors de la visite de l'atelier, aucune émission diffuse perceptible n'a été constatée à proximité immédiate des installations.

Dans ces conditions, la mise en conformité de l'installation peut être envisagée selon deux voies :

- la mise en œuvre d'un dispositif de captage et de canalisation des émissions conforme aux prescriptions réglementaires ;
- la régularisation de la situation administrative de l'installation, par une demande de déclassement de l'activité relevant de la rubrique 2940.

Au regard de l'évolution de l'activité constatée, la seconde voie apparaît privilégiée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en conformité de son installation. À ce titre,

deux voies de régularisation peuvent être envisagées :

- la mise en place d'un dispositif de captage et de canalisation des émissions conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 ;
- la mise à jour du classement ICPE de l'établissement afin de tenir compte de l'évolution de l'activité, notamment par le dépôt d'une demande de déclassement de l'installation relevant de la rubrique 2940.

Dans le cas où la seconde voie est retenue, cette démarche devra être réalisée en ligne via le téléservice dédié, accessible à l'adresse suivante : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F33414>

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées tout justificatif attestant de la mise en œuvre de la voie de régularisation retenue.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |